



Les victimes du terrorisme d'État et la gestion du passé récent en Argentine [=Victims of State Terrorism in Argentina and the Management of the Pas] [=Las Víctimas del Terrorismo de Estado y la gestión del pasado reciente en la Argentina]

Virginia Vecchioli, Virginie Wolff

► **To cite this version:**

Virginia Vecchioli, Virginie Wolff. Les victimes du terrorisme d'État et la gestion du passé récent en Argentine [=Victims of State Terrorism in Argentina and the Management of the Pas] [=Las Víctimas del Terrorismo de Estado y la gestión del pasado reciente en la Argentina]. *Revue des Sciences sociales*, 2021, 65, pp.132-143. <10.4000/revss.6493>. <hal-04003159>

HAL Id: hal-04003159

<https://hal.science/hal-04003159v1>

Submitted on 23 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Les victimes du terrorisme d'État et la gestion du passé récent en Argentine

Victims of State Terrorism in Argentina and the Management of the Past

Virginia Vecchioli

Traducteur : Virginie Wolff, UMR 7367 Dynamiques Européennes, CNRS/Université de Strasbourg et



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/revss/6493>

DOI : 10.4000/revss.6493

ISSN : 2107-0385

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2021

Pagination : 132-143

ISBN : 979-10-344-0090-4

ISSN : 1623-6572

Ce document vous est offert par Université de Strasbourg



Référence électronique

Virginia Vecchioli, « Les victimes du terrorisme d'État et la gestion du passé récent en Argentine », *Revue des sciences sociales* [En ligne], 65 | 2021, mis en ligne le 15 juin 2021, consulté le 13 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/revss/6493> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revss.6493>



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International - CC BY-NC-SA 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>

Les victimes du terrorisme d'État et la gestion du passé récent en Argentine*

Les personnes tuées ou toujours portées disparues suite à la politique d'extermination et de répression massive menée par la dictature militaire qui a débuté en Argentine après le coup d'État du 24 mars 1976 ont été officiellement reconnues comme victimes du terrorisme d'État. Leurs noms figurent sur le Monument aux Victimes du Terrorisme d'État créé en leur honneur, tandis que leurs familles ont reçu une compensation financière dans le cadre des nombreuses politiques réparatrices mises en œuvre en Argentine dès les premières années de l'actuelle période démocratique. Ces politiques, et bien d'autres – telles que l'annulation des grâces présidentielles et la réouverture des procès contre les répresseurs –, montrent le succès retentissant des associations de défense des droits humains, qui ont réussi à obtenir la reconnaissance par l'État des demandes de vérité, de justice et de mémoire, tout en soulignant l'importance cruciale, dans l'agenda de l'État, de la gestion du passé récent et

des conséquences de l'exercice massif de la violence par les forces armées dans la consolidation de l'État de droit actuel.

Dès le début de l'actuelle période démocratique, en 1983, les premières lois réparatrices ont cherché à traiter en priorité la situation des disparus et de leurs familles, mais à mesure que de nouveaux acteurs sont entrés dans l'arène publique, de nouveaux droits ont été reconnus et de nouvelles lois, décrets et règlements se sont succédé. Ce processus a progressivement transformé les limites de la catégorie « victime du terrorisme d'État » : les personnes assassinées ou disparues avant la dictature militaire (1976-1983) – comme le cas emblématique de l'avocat des prisonniers politiques et législateur péroniste Rodolfo Ortega Peña, assassiné en 1974 en pleine rue par des groupes para-policiers pendant le gouvernement constitutionnel d'Isabel Perón (1974-1976) –, ont également été reconnues officiellement comme victimes. On assiste à une extension inédite, dans la mesure

où la catégorie englobe à la fois deux périodes de gouvernements militaires (1966-1973 et 1976-1983) et une période de gouvernements démocratiques (1973-1976).

Sur le Monument aux Victimes du Terrorisme d'État, inauguré en 2007 par le président de l'époque, Néstor Kirchner, figurent les noms des personnes assassinées ou portées disparues depuis 1969, date à laquelle un mouvement de protestation contre la dictature d'Onganía (connu sous le nom de Cordobazo), fut violemment réprimé¹. Cette frontière temporelle s'est encore étendue quelques années plus tard, lorsque l'État a inclus les personnes assassinées ou portées disparues depuis 1955 dans la catégorie. Parmi celles-ci se trouvent les victimes du bombardement militaire de la Place de Mai de juin 1955², ainsi que les civils et militaires fusillés en 1956 en représailles au soulèvement du président déchu Juan Domingo Perón³. Grâce à l'ensemble de ces actes de reconnaissance, la période qui englobe les politiques de répression massive et l'existence des victimes du terrorisme d'État en Argentine s'étend sur 28 ans.

Or, non seulement les frontières temporelles de cette catégorie ont été déplacées, mais aussi certaines de ses frontières sociales : aux disparus et aux assassinés se sont ajoutés les survivants des centres de détention clandestins, les prisonniers détenus sans jugement à disposition du pouvoir exécutif national (*«presos a disposición del poder ejecutivo nacional»*), les victimes du plan Condor⁴, les exilés ayant le statut de réfugié, les enfants de disparus nés pendant la captivité de leurs parents et/ou ayant subi la substitution de leur identité. En 2006, la Secrétaire nationale des droits humains a ajouté une nouvelle figure jusqu'alors exclue : la victime d'exécution sommaire, élargissant une fois de plus la liste des victimes et modifiant ses principes d'intégration.

À partir de ce nouvel élargissement, ont notamment été considérés comme victimes du terrorisme d'État les personnes décédées dans le cadre d'affrontements armés⁵, comme le cas emblématique des militants du groupe *Montoneros* morts en tentant

de prendre le contrôle du régiment d'infanterie de Formose en 1975, sous le gouvernement constitutionnel d'Isabel Perón. Fin 2012, un nouveau projet de loi présenté par deux législateurs de Formose a été sanctionné par la Chambre des députés de l'Assemblée nationale au sujet de la reconnaissance du caractère de victime à ceux qui sont morts en 1975 en défendant le régiment de Formose lors de la tentative de prise de pouvoir ratée mentionnée ci-dessus. Si ce projet obtient une sanction définitive au Sénat, les familles de ces dix conscrits, ainsi que les civils, la police et les militaires qui ont été tués lors de la tentative de prise de contrôle seront également reconnus comme victimes et recevront une indemnisation⁶.

Cette brève synthèse, en plus de constituer une preuve irréfutable de la massivité, de la force et de la continuité de l'appareil répressif tout au long de l'histoire contemporaine de l'Argentine, suggère que l'identification d'un individu en tant que victime n'est pas le résultat automatique de l'application de simples critères juridiques et/ou technico-administratifs, mais que cette reconnaissance fait partie d'un processus social plus large, par lequel différentes catégories sociales – y compris la catégorie « victime du terrorisme d'État » – sont socialement construites, redéfinies et discutées par divers agents et groupes pour rendre compte du passé politique récent de l'Argentine.

L'existence de ce processus social, qui sert de médiation entre la disparition d'un individu et sa classification sociale en tant que victime, et entre l'exercice de la violence d'État et la formation de groupes qui dénoncent collectivement ces événements au nom de la justice et/ou de la mémoire des victimes, est précisément ce qui ouvre un espace à la recherche académique. L'application et l'utilisation d'outils des sciences sociales permettent la compréhension de l'univers spécifique des relations qui composent le domaine des droits humains et de la mémoire du passé récent. Ainsi, cet article cherche à montrer qu'il n'y a pas de victime du fait de l'application automatique de critères juridiques

« universels » et indépendamment du domaine des forces historiques et sociales dans lequel ces décès et disparitions sont revendiqués.

L'article interroge les processus de formalisation et d'objectivation de la catégorie « victime du terrorisme d'État », ainsi que l'espace des litiges dans lequel ces processus s'inscrivent. Bien que la catégorie « victime » occupe une place centrale dans cette analyse, le lecteur ne trouvera pas de positionnement quant au contenu substantiel qu'elle devrait avoir, ni d'évaluation sur la manière correcte de délimiter les droits des victimes et de les typifier. Ces objectifs sont d'une valeur incontestable, notamment dans le domaine de la justice et dans la consolidation de l'État de droit. Mais le but est différent : il s'agit de montrer la pertinence d'une perspective analytique inspirée de l'analyse sociogénétique des catégories sociales pour comprendre les différentes initiatives de gestion du passé récent en Argentine. À cette fin, nous retracerons le parcours de cette catégorie, en remontant au début de la période démocratique actuelle (1983). Nous analyserons les significations en jeu dans les différentes instances de sa consécration et de son officialisation. Nous mettrons également en exergue sa place dans le cadre des luttes de classification du passé récent. Quelles sont les significations en jeu dans la consécration de la catégorie « victime du terrorisme d'État » ? Quels sont les effets et les implications de son officialisation ? Quelles sont les conditions qui rendent finalement possibles les opérations de traduction de la réalité sociale et de ses conflits dans le langage moralement puissant des victimes ?

Afin de développer cette perspective d'analyse et de montrer ses possibilités explicatives, je décrirai quelques cas dans lesquels la catégorie « victime » est reconnue, officialisée, contestée et réélaborée au fil du temps : les litiges devant les tribunaux découlant de l'application des politiques de réparation aux victimes et à leurs proches, les débats parlementaires qui ont résulté de l'adoption de nouvelles lois reconnaissant les victimes du terrorisme d'État, ainsi que l'établissement et l'affichage public de listes officielles de

victimes à des fins commémoratives. En prenant comme point de départ l'affirmation de Michel Agier selon laquelle « *every act of naming and classifying is a political act* » (2008 : 33), je souhaite montrer par cette analyse la nécessité de resituer les études sur les droits humains et la mémoire dans le domaine du politique.

Dans la littérature spécialisée, les droits humains sont généralement considérés comme « un ensemble de principes capables de fixer des limites à la politique depuis l'extérieur sans être politiques eux-mêmes », une vision qui recoupe

une position politique implicite et clairement située dans la tradition du libéralisme : les droits de l'homme sont considérés comme des droits naturels qui surgissent en dehors de la sphère politique et sont donc dotés de la capacité d'imposer des limites à cette sphère [...] (Guilhot 2011 : 221).

Cependant, lorsqu'elles sont abordées de cette manière, les études sur les droits humains

risquent de se transformer, au mieux, en une cause consensuelle effaçant les clivages idéologiques et évacuant la dimension politique des problèmes, au pire, en une rhétorique vide de contenu [...] (Lochak 2002 : 5).

Pour échapper à cette dérive humaniste, qui tend à transformer les droits humains en une morale des bons sentiments, il est nécessaire de mener une perspective d'analyse qui les considère comme faisant partie du champ politique, c'est-à-dire comme faisant partie d'un champ de disputes et de controverses. Le corollaire de cette position est fort : les droits humains ne prévalent pas sur les luttes pour en imposer une définition légitime. Selon les mots du chercheur français Nicolas Guilhot :

[...] loin d'être fixés à l'avance, le sens et le contenu des droits de l'homme dessinent un espace sémantique laborieusement élaboré de l'intérieur par les luttes politiques visant à acquérir la capacité d'imposer une définition légitime des droits de l'homme et, par conséquent, d'obtenir les avantages symboliques découlant de la possibilité d'assimiler de manière plausible les politiques de l'État sous cette étiquette (2011 : 222).

Ce travail cherche à explorer la dimension politique de ces initiatives

de gestion de l'État du passé récent. L'objectif est de comprendre sociologiquement les catégories qui informent le domaine des droits humains, en se concentrant sur la nature conflictuelle et controversée des concepts politiques et juridiques qui composent ce domaine et en reliant ces controverses aux luttes entre les groupes d'acteurs politiques en concurrence pour l'utilisation des concepts des droits humains lorsqu'il s'agit de légitimer leurs propres lignes d'action. Considérer les droits humains comme un artefact politique permet d'interroger les effets des processus de consécration de la catégorie « victime du terrorisme d'État » sur la reconfiguration actuelle des relations entre activisme, État et mémoire.

Le domaine des droits humains et les dilemmes du point de vue natif ■

Avant d'entrer dans le vif de l'analyse, il me semble important de souligner que l'examen de différents cas où la catégorie « victime » est délimitée, instituée et officialisée dans le cadre de luttes politiques avec d'autres catégories, n'implique aucunement l'intention de mettre sur le même plan toutes les revendications de reconnaissance ni, *a fortiori*, de nier le poids de l'histoire incorporée et objectivée par la catégorie « victime du terrorisme d'État ». Dans le contexte actuel de la réouverture des procès contre les responsables de la répression étatique, il me semble fondamental de distinguer la construction sociale d'un problème en tant qu'objet d'analyse académique – comme l'institution d'un discours légitime sur les victimes – de la réalité du problème social évoqué dans de tels discours, c'est-à-dire les crimes aberrants commis par l'État entre le milieu des années 1970 et 1983, et dont s'occupe la justice. Il ne faut pas confondre ces deux dimensions, sinon on risquerait de relativiser et/ou de banaliser les faits historiques en les réduisant à de pures astuces intellec-

tuelles – un risque qu'il faut impérativement éviter alors qu'il est l'heure de juger, de se souvenir et d'enquêter sur le passé.

L'examen sociologique des discours et catégories mis en œuvre pour la défense des droits humains n'implique pas que ceux-ci puissent être réduits à de simples « jeux de langage » dans un monde de règles et de notions considérées comme potentiellement équivalentes et relatives, puisque les débats et conflits mentionnés ici impliquent non seulement des visions antagonistes du passé, mais aussi des questions centrales pour la vie en commun, comme la validité de l'État de droit. Les efforts soutenus des membres des familles, des survivants, des avocats, des journalistes, des universitaires et des dirigeants politiques attachés aux exigences de justice et mémoire, ont permis de produire un ensemble de preuves incontestables sur les actions terroristes de l'État et sur la responsabilité des forces armées et des groupes paramilitaires dans la commission de toutes sortes de crimes, d'aberrations et de délits. Ces efforts ont abouti aujourd'hui à la sanction judiciaire des principaux auteurs d'actes reconnus, par les tribunaux nationaux et internationaux, avec toute la gravité qu'ils exigent, c'est-à-dire en tant que génocide ou crimes contre l'humanité ; ils ont également eu un impact énorme sur la gestation d'un consensus public sur le passé politique récent raconté en termes de droits humains. L'énorme prestige dont jouissent les organisations des droits humains en Argentine et à l'étranger a été l'autre ingrédient central de la consolidation de ce consensus et de l'institutionnalisation d'une mémoire emblématique. Ce passé réaffirme les valeurs de la démocratie comme condition indiscutable de la vie politique⁸.

Si ces processus ont été décisifs dans la construction de l'État de droit en Argentine et ont, par conséquent, une valeur sociale et politique indéniable, lorsqu'on entreprend une analyse académique de ces mêmes processus, il faut activer d'autres prémisses, en particulier celles qui permettent de transcender la perception et la connaissance directe du monde

et de développer une vision moins «enchantée» des catégories et des logiques sociales qui organisent l'univers social des droits humains. Si cela est valable pour toutes les recherches dans le domaine des sciences sociales, cette vigilance épistémologique doit être extrême dans l'étude du militantisme des droits humains, sous peine de réduire l'analyse sociologique à une reproduction enchantée du point de vue de ceux avec lesquels on s'identifie politiquement, en l'occurrence, les organisations de défense des droits humains, leurs dirigeants, les militants, les survivants et les parents des victimes du terrorisme d'État.

La nécessité de transcender la perception et la connaissance directe du monde est précisément ce qui crée la possibilité d'accomplir des tâches de description inimaginables et d'aiguiser l'imagination théorique, afin de pouvoir rendre compte de faits qui ne correspondent pas nécessairement à la perception immédiate du monde social. En ce sens, la prise de conscience des conditions de production de la vérité historique n'implique, ni de banaliser la recherche de la vérité, ni de rendre comparables les revendications d'autres acteurs et groupes intéressés qui aspirent également à légitimer leurs critères de vérité concernant le passé politique récent. Il s'agit de réaliser une série d'opérations théoriques, méthodologiques et empiriques que l'adoption d'un point de vue sociologique impose au chercheur, afin de comprendre que les connaissances produites par le sociologue diffèrent nécessairement de celles produites par les natifs.

L'objectivation de ce champ d'investigation est une tâche extrêmement difficile en Argentine. Pour de nombreux Argentins, la revendication de la mémoire des disparus s'inscrit dans une lutte politique visant à révéler la vérité historique du terrorisme d'État et dans un engagement moral en faveur de la mémoire des victimes, mais aussi de la mémoire des responsabilités de leurs bourreaux et de l'impératif de les traduire en justice. Dans le cas particulier des chercheurs en sciences sociales, beaucoup d'entre eux se définissent comme des victimes, ils

adhèrent à des associations de défense des droits humains et revendiquent la mémoire de leurs camarades militants. Dans ce cadre, l'attribution d'une telle condition à ceux qui ne sont plus présents est proclamée comme un «fait» incontestable et évident. La catégorie «victime» devient alors l'expression de l'univers moral qui imprègne la vie de ces agents, de façon à ce que l'engagement émotionnel, moral et politique soit si fort qu'ils semblent résister à toute problématisation.

La force de ces impératifs moraux est manifeste quand on compare le très grand nombre de recherches sur les associations de parents de victimes à la quasi-inexistence de travaux sur les associations composées de juristes comme le Centre d'études juridiques et sociales (CELS), ou basées sur la religion comme principe de recrutement, comme c'est le cas du Service Paix et Justice (Serpaj) ou du Mouvement œcuménique pour les droits humains (MEDH). Cette indifférence devient taboue lorsqu'on enquête sur les associations qui défendent la «mémoire» des militaires ou des «victimes de la subversion», c'est-à-dire des agents qui ne partagent pas la vision hégémonique du passé récent. L'absence de ce thème dans le champ académique local témoigne des limites et difficultés, lorsqu'il s'agit de développer une approche sociologique compréhensive de cet univers d'agents et de représentations, alors que le soupçon (plus ou moins tacite) ou l'accusation de complicité pèse sur l'enquêteur qui souhaite les analyser⁹.

Ces conditions expliquent également le fait qu'une grande partie de la littérature académique et de vulgarisation, produite sur les questions de mémoire et de justice, se caractérise par la traduction en langage académique du discours des militants et des dirigeants engagés dans le mouvement des droits humains, générant chez le lecteur une rapide empathie avec le point de vue de l'auteur, qui à son tour, se réjouit du point de vue des militants de cette cause. C'est notamment le cas de la littérature sur la mémoire, devenue hégémonique à l'heure de penser aux passés traumatisants, tant dans les pays centraux, que dans les

pays du Cône Sud qui ont connu des dictatures. Dans le contexte local, cette naturalisation devient explicite lorsqu'une remarquable coïncidence se vérifie entre la manière dont le problème est pensé par les acteurs (besoin de mémoire, impossibilité d'oublier, importance du témoignage, etc.) et le problème tel qu'il est pensé par le chercheur à partir de la catégorie «mémoire», à la fois native et experte. Cette superposition facilite l'introduction continue de problèmes étatiques et militants dans le domaine universitaire et leur conversion directe en programmes de recherche. Dans cette ligne de réflexion, l'historien Luis Alberto Romero le souligne avec précision :

La question de la mémoire constitue un vaste champ, aux contours imprécis, où les questions civiques et académiques sont beaucoup plus facilement confondues que dans d'autres domaines et où la preuve d'une connaissance rigoureuse est en permanence confrontée à des convictions [...] D'une manière générale, et à quelques exceptions près, ces travaux sont soumis à une double tension. D'une part, ils cherchent souvent à se faire confirmer par les enquêtes d'opinion fondée sur des convictions politiques et civiques. C'est un domaine dominé par le «ton ampoulé» et le politiquement correct. D'autre part, de nombreux travaux semblent se limiter à la confirmation, dans un cas précis, des modèles d'analyse et même des conclusions développées en référence à d'autres contextes et situations par ceux qui en constituent les références théoriques (2007:74)

Adopter une perspective éloignée du point de vue des militants de la cause, des juristes dont dépendent les processus contre les répresses ou des fonctionnaires publics engagés pour la préservation de la mémoire et la défense des droits humains, exige un important et minutieux travail de réflexion et d'explicitation des hypothèses qui guident l'analyse, dans la mesure où ce travail effleure les limites du dicible, ou de ce que l'on est autorisé à dire.

Rendre explicite l'existence de différentes catégories qui permettraient de raconter le passé politique récent, exposer les confrontations et débats

existant autour des politiques réparatrices¹⁰ ou la conformation d'une liste de victimes, font partie d'un pari analytique qui aspire à montrer la productivité d'une perspective non naturalisée de l'univers social des droits humains et à assumer les risques encourus pour surmonter l'un des plus grands défis qui se présentent au chercheur : celui d'être pensé par son propre objet d'investigation, même si les résultats de cette perspective peuvent aller « à l'encontre d'idéaux et de croyances émotionnellement satisfaisants et hautement considérés » (Elias 2002 : 52) et entrer en tension avec le discours public sur la cause des droits humains.

L'actualité des combats politiques et symboliques qui se déroulent en Argentine explique la trame délicate dans laquelle s'insère cette analyse et justifie l'explication approfondie du point de vue développé dans cet article, car elle pose le défi complexe de traverser un véritable champ de mines.

Taxonomies juridiques

La capacité de « faire exister » les disparus et les assassinés en tant que « victimes » a été rendue possible en Argentine à partir de quatre types d'actions menées par l'État : « enquêter » sur le plan de répression systématique, « juger » les responsables, « réparer » ses conséquences et « se souvenir » de ses victimes¹¹. Toutes ces actions ont consisté à transformer le slogan traditionnel, aux limites relativement souples, mobiles et imprécises, d'une revendication pour « les 30 000 disparus » en une liste détaillée de cas contenant l'identité de chacune des victimes. Grâce à ces processus, l'histoire politique des années 1970 a commencé à s'inscrire dans un récit juridique et mémoriel : c'est la perpétration d'un crime par l'État qui révèle l'existence sociale des « victimes » et il est du devoir de l'État de réparer ces faits, de s'en souvenir et de les transmettre aux nouvelles générations.

Compte tenu de son caractère exceptionnel, la figure du « disparu » revendiquée par les associations de défense des droits humains n'existait

pas juridiquement en 1983, au début de la période démocratique actuelle. Les peines appliquées aux chefs des trois premières juntes du gouvernement militaire étaient basées sur les schémas de l'enlèvement, de la privation illégale de liberté et du meurtre¹². En raison de leur absence, les disparus ont été assimilés aux « absents pour cause de présomption de décès » à titre civil (loi 14.394), catégorie à laquelle les proches « résistent émotionnellement », car elle les contraint à l'« absurdité » de considérer une personne disparue comme morte. La loi 23.466/86 reconnaît pour la première fois la catégorie de disparition forcée de personnes pour rendre compte de la situation de celles qui « ont été privées de leur liberté et [si] le fait a été suivi de la disparition de la victime ou si la victime a été hébergée dans des lieux de détention clandestins ou privée de toute autre forme de droit à la juridiction »¹³.

Dix ans après le début de la démocratie, la loi 24.321/94 reprend la loi 23.466/86 et crée la figure d'« absent pour cause de disparition forcée » applicable à toute personne qui « ... a disparu involontairement de son domicile ou de sa résidence sans que l'on sache où elle se trouve ». Du point de vue du Sous-secrétariat national aux droits humains, cette loi permet « d'appeler les choses par leur nom et de ne pas masquer les disparus sous de vastes dénominations juridiques »¹⁴. Du point de vue des auteurs de la loi, cette figure juridique a l'avantage de rejoindre la définition sociale du disparu, puisqu'on reconnaît le contexte politique qui a provoqué leur disparition. La loi prévoit également la possibilité de ré-étiqueter les dossiers judiciaires ouverts précédemment afin que les personnes « absentes pour cause de présomption de décès » puissent être officiellement reconnues comme « absentes pour disparition forcée » (*ibid.*). Dans la même année, la loi 24.411/94 a été adoptée, prévoyant une compensation économique pour les disparus et étendant cette prestation à « ceux qui sont morts à la suite des actions des forces armées, des forces de sécurité ou de tout groupe

paramilitaire avant le 10 décembre 1983 »¹⁵.

Grâce à ces exigences et à ces procédures, les conditions juridiques ont été créées pour définir officiellement une personne disparue et une personne assassinée comme « victimes du terrorisme d'État ». Ces actes d'institution successifs ont également permis l'institution (1) d'un ensemble de spécifications « techniques », sur la base desquelles la condition de victime devait être prouvée et démontrée « de manière fiable » (plaintes pénales, certifications, déclarations de témoins, etc.) et ensuite vérifiées par les organismes d'État correspondants (rapports de police, avis ministériels, etc.), (2) de nouveaux dispositifs bureaucratiques (registres des victimes, certifications, etc.) et (3) d'un ensemble d'agents spécialisés dans la gestion de ces droits (secrétariats, programmes, procès, tribunaux, études juridiques spécialisées, etc.).

Suite à tous ces actes de reconnaissance officielle et étatique, seules les personnes disparues qui répondent aux spécifications de la loi sont reconnues comme « victimes du terrorisme d'État », soit des personnes pour lesquelles des proches ont engagé une dénonciation devant les organismes étatiques autorisés. La condition de victime résulte donc de l'établissement d'une relation juridique entre un sujet et cette catégorie – bien que les disparus qui acquièrent une existence sociale ne sont que ceux qui se conforment aux exigences spécifiées par la loi et par les agents chargés de leur mise en œuvre.

Ces actes d'institution n'ont pas été sans conflit. Les implications de ces dispositions dans la délimitation de nouvelles frontières sociales – avec la méconnaissance d'autres acteurs sociaux non inclus dans les limites de la catégorie de « victime » – ont été mises en évidence dans les demandes successives d'élargissement du contenu de cette catégorie, formulées principalement par les proches des victimes. Un cas paradigmatique est celui de Rodolfo Ortega Peña, député national et avocat défendant les prisonniers politiques, qui a été assassiné en 1974 par des groupes paramilitaires

pendant un gouvernement constitutionnel. Ses proches se sont adressés au Secrétariat national des droits humains pour demander la reconnaissance du caractère de victime de Rodolfo Ortega Peña¹⁶. Cette revendication a donné lieu à de «longues batailles judiciaires» dans lesquelles sont intervenues les plus hautes autorités nationales des pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif. Le Sous-secrétariat national des droits humains, qui jusqu'en 1998 avait accordé une indemnisation dans les cas de meurtres ou de disparitions survenues pendant la dictature (1976-1983), a d'abord émis un jugement favorable. Cette décision a été rejetée par la Direction des affaires juridiques du ministère de l'Intérieur, dont le secrétaire a fait valoir que si cette demande était reconnue, «les proches de Dorrego pourraient venir réclamer une indemnisation...»¹⁷ et que la loi envisageait exclusivement la réparation des victimes de la dernière dictature. Face à ce refus, les enfants du député assassiné ont intenté un procès contre l'État.

Pendant le processus judiciaire, un conflit politique tendu s'est également développé: certains des législateurs qui avaient soutenu la loi réparatrice sont intervenus, plaçant les arguments en dehors du domaine du droit, arguant qu'il était politiquement inadmissible de «... reconnaître qu'il y avait du terrorisme d'État sous un gouvernement péroniste...»¹⁸. En revanche, d'autres législateurs péronistes et non péronistes se sont battus pour une application «large, généreuse et sans restriction» de la loi qui permettrait d'inclure d'autres décès et meurtres de l'histoire argentine sous le statut officiel de «victime». Enfin, le Procureur général («la *Procuración del Tesoro Nacional*») a résolu l'affaire, en établissant que «les normes réparatrices en application doivent être interprétées comme faisant partie d'un système créé par l'État national pour réparer certaines conséquences de certains événements survenus dans notre histoire récente [ce qui signifie que] la détermination, dans chaque cas concret, de la correspondance du bénéfice de la loi 24.411, est établie en fonction des circonstances dûment

accréditées de l'affaire»¹⁹. En réponse à cet avis, le Ministère a signé la résolution, tout en notant qu'«une nouvelle loi était nécessaire pour corriger l'ambiguïté de la loi 24.411»²⁰.

Cette affaire a servi de précédent à plus d'une centaine d'autres du même genre qui attendaient une résolution. Depuis lors, le Secrétaire national des droits humains est tenu de «corroborer si [l'affaire] est liée au système général des faits qui font l'objet de la *Causa 13*, et si elle coïncide avec la méthode employée par les Forces armées ou les forces de sécurité ordonnée après le 24 mars 1976, ou si elle a été effectuée par une organisation paramilitaire dans les cas antérieurs au coup d'État²¹. Par cette opération, la catégorie «victime du terrorisme d'État» a été retravaillée et a trouvé une place au sein d'un gouvernement démocratique, comme celui d'Isabel Perón (1974-1976). Grâce à ces lois et politiques réparatrices, de plus en plus d'acteurs sont progressivement inclus dans un récit du passé conflictuel récent raconté en termes humanitaires.

Ces luttes révèlent précisément le caractère socialement construit de ces taxonomies juridiques. Le refus de reconnaissance officielle d'autres revendications en témoigne également. C'est le cas par exemple des «proches» des «victimes de la subversion», une catégorie revendiquée par des individus et des groupes qui se mobilisent dans le but d'obtenir la reconnaissance publique et officielle du caractère de victime des civils ou des militaires morts à la suite d'actions armées menées par des groupes de la gauche révolutionnaire dans le cadre de ce qu'ils appellent «la lutte contre la subversion» (1975 et 1983)²². Ces groupes se sont également présentés pour réclamer l'indemnité de réparation accordée par l'État, en justifiant leur demande par l'argument selon lequel, les «bandes armées» des organisations de gauche ont fonctionné comme des groupes paramilitaires pendant le gouvernement démocratique d'Isabel Perón et que, par conséquent, ceux qui ont été tués dans le cadre de ces conflits devraient être reconnus comme des victimes du

terrorisme d'État²³. En réponse aux premières demandes, la Sous-secrétaire nationale aux droits humains de l'époque, Diana Conti, a déclaré qu'«une indemnisation devrait être demandée à ceux qui pensent être les meurtriers de leurs proches»²⁴. Ce refus d'assimiler les deux situations montre précisément comment les décisions, les lois et les politiques de gestion du passé reflètent un état de relations de pouvoir dans lequel, jusqu'à présent, seules les victimes du terrorisme d'État ont été officiellement reconnues comme victimes.

Dans ce cadre, les taxonomies juridiques deviennent de véritables enjeux de conflits pour la reconnaissance, tandis que les différentes revendications de légitimité de la catégorie de «victime» sont l'expression de l'existence de points de vue contradictoires sur le passé récent. Dans l'action sociale, la signification de ces catégories est mise en danger si des acteurs et des groupes aux intérêts opposés les invoquent. Le retard de deux ans dans la sanction de la loi 23.466 (présentée et débattue en 1984 et sanctionnée en 1986) révèle l'ampleur de certains de ces litiges. Le sénateur Fernando de la Rúa, alors en poste, a fait valoir la nécessité d'élaborer une loi qui couvrirait «toutes les victimes de la violence, y compris celles qui ont subi des attaques subversives», car «l'harmonie nationale doit assumer toute la douleur subie»²⁵. Les significations de la catégorie de «victime» sont une fois de plus en jeu avec la demi-sanction obtenue à la Chambre des députés par ceux qui promeuvent une loi réparatrice à caractère économique aux parents des victimes civiles et militaires morts dans l'attaque du régiment d'infanterie Monte n° 29 «Colonel Ignacio Warnes» de Formose, initiée en 1975 par des groupes armés de gauche sous un gouvernement démocratique. Ce projet de loi a pour particularité que ses auteurs sont deux législateurs du parti au pouvoir, *el Frente para la Victoria*, et du principal parti d'opposition, *la Unión Cívica Radical*, Díaz Roig et Buryaile. Le projet de loi a été approuvé par les législateurs du parti au pouvoir, aussi bien par ceux qui ont participé au militantisme politique des

années 1970 et qui se sont publiquement identifiés comme des camarades des victimes du terrorisme d'État, que par les jeunes législateurs qui appartenaient à « *La Campora* », un groupe du parti au pouvoir qui compte dans ses rangs plusieurs parents de disparus, des membres du groupe HIJOS (« Fils et filles pour l'identité et la justice, contre l'oubli et le silence »)²⁶.

Ce projet de loi a été adopté par les députés avec 135 votes sur 257, à condition que soient supprimés des éléments fondamentaux du projet de loi : la partie qui caractérise les victimes comme « des braves gens de Formose [qui] ont donné leur vie pour défendre les institutions, la démocratie et les autorités légalement constituées » et le paragraphe qui indique que l'attaque armée aurait précipité le coup d'État de 1976. Il a également été mentionné que si les proches des morts des *Montoneros* avaient déjà été indemnisés, les parents des conscrits n'avaient pas encore été dédommages par l'État. Même avec le retrait de ces éléments, plusieurs députés pro-gouvernementaux qui sont également des parents de victimes du terrorisme d'État, notamment le député Remo Carlotto (fils de la fondatrice du mouvement des Grands-Mères de la Place de Mai, Estela de Carlotto), se sont explicitement opposés au projet soutenu par leurs pairs, alors que d'autres se sont abstenus. Le groupe de parents de disparus, HIJOS, auquel appartiennent plusieurs de ces législateurs, a exprimé dans une déclaration son rejet de la loi, en expliquant qu'« en diabolisant les disparus... le projet tente d'aligner les actions des organisations armées avec le plan systématique de terreur, de persécution et d'extermination mis en œuvre par l'État, mettant sur un pied d'égalité l'attaque d'un régiment avec les crimes les plus aberrants que notre peuple a subis²⁷ ».

Quelques années auparavant, en 2007, l'inauguration du Monument en hommage aux victimes du terrorisme d'État à Buenos Aires a constitué un autre moment conflictuel : les conflits au sujet des catégories utilisées pour raconter le passé se sont poursuivis dans les mêmes termes que lors de la sanction de la loi sur les victimes de

Formose. Il a été souligné à plusieurs reprises que le Monument provoquait « l'oubli des victimes de la subversion » et assimilait les « victimes » aux « guérilleros » tués lors d'attaques de casernes militaires ou lors de fusillades avec la police, sans tenir compte du fait que plusieurs d'entre eux ont versé du sang dans des gouvernements démocratiques²⁸. La complexité de cette liste est évidente lorsque l'on sait qu'à côté des noms de personnalités emblématiques qui ont dénoncé la répression de l'État – comme le journaliste Rodolfo Walsh, des proches de disparus qui ont eux-mêmes disparu sous la dictature, comme Azucena Villaflor, fondatrice des Mères de la Place de Mai, des législateurs nationaux comme Ortega Peña, des représentants de l'Église catholique comme le père Carlos Mugica, et ceux qui sont aujourd'hui officiellement désignés comme victimes d'exécutions sommaires –, figurent aussi les noms de personnalités qui ont adhéré au projet de la dictature militaire et à la lutte contre le « terrorisme apatride »²⁹. À la Chambre des députés, un autre projet attend son traitement parlementaire. Il s'agit d'un projet de loi qui vise à indemniser les « personnes qui sont mortes ou qui ont été gravement blessées à la suite des actions de groupes terroristes subversifs au cours de la période 1960-1989 »³⁰.

Comme on peut le voir dans ce travail, au-delà de l'existence d'un consensus de base sur les notions de victime et de droits humains, les frontières de ces notions sont débattues, reformulées et remises en question dans l'Argentine contemporaine, remettant en cause leur degré d'universalité et leurs limites. Différents acteurs et groupes contestent leur légitimité par la production d'une vérité, dont l'imposition n'est qu'une des existences possibles du groupe (victimes, martyrs, héros, camarades, etc.). Dans ce contexte, les lois réparatrices ou la liste apposée sur un monument, supposent l'institution d'une frontière entre les victimes et d'autres catégories qui n'ont pas obtenu le même succès social, comme le « héros », le « martyr de la lutte populaire » ou la « victime du terrorisme », entre autres. Ce processus d'officialisation, tout en

reconnaissant et en légitimant certains acteurs, revendications et principes de vision sur le passé récent de l'Argentine, génère la méconnaissance d'autres catégories et points de vue, parmi lesquels, le « combattant », le « martyr », le « camarade », le « héros de la lutte populaire » ou encore la « victime du terrorisme ».

Conclusions

Dans cet article, j'ai voulu montrer la productivité d'une perspective d'analyse sociogénétique de la catégorie « victime du terrorisme d'État », dans l'intention de contribuer aux études sur les droits humains et sur la mémoire. J'ai aussi proposé des éléments qui pourraient inspirer d'autres analyses visant à comprendre des cas empiriques dans lesquels la catégorie « victime » est centrale, comme dans le cas des mobilisations de parents des victimes de violences policières (« la gâchette facile »), de parents de victimes de l'attentat intenté contre la compagnie d'assurance mutuelle de la communauté juive Amia (1995) ou des victimes de Cromañón (2004), pour ne citer que quelques exemples argentins³¹.

À cette fin, j'ai décrit les différentes instances par lesquelles cette catégorie est instituée et officialisée. À la suite de Bourdieu, on pourrait dire que, en tant que véritables actes d'institution, les lois, leur application et la création d'une liste de victimes créent, par le biais de la dénomination, la réalité qu'elles désignent (Bourdieu 1996). Dans ce contexte, l'administration du langage devient une question politique cruciale, et il s'ensuit que le lexique moral et juridique utilisé pour raconter le passé et gérer les politiques publiques en matière de droits humains est essentiellement composé de « concepts de combat »³². C'est dans ce contexte que l'État – et les ressources et dispositifs matériels et symboliques à sa disposition – devient un scénario clé pour instituer un récit légitime du passé et mettre des limites à ces luttes pour la reconnaissance.

La sociologue argentine Pilar Calveiro – elle-même victime directe du terrorisme d'État –, reconnaît clairement cette condition éminemment politique du domaine des droits humains et des entreprises de gestion du passé, en soulignant que l'une des finalités de ces débats est «de fixer comment et avec quels contenus la reconstruction de l'histoire sera faite, ainsi que d'établir quelle place les différents acteurs – forces armées, partis politiques, gauche traditionnelle, organisations armées – y occupent. Une lutte des récits a lieu, afin de déterminer lesquels l'emporteront» (2012:29).

Mettre la focale sur ces luttes permet de déplacer la controverse historique sur les faits du passé vers une analyse sociologique des conflits entre les divers groupes engagés avec leurs récits, y compris ceux qui ont le moins de légitimité publique dans le présent, c'est-à-dire ceux qui revendiquent la figure de la «victime de la subversion».

Ce déplacement est possible, car en prenant comme objet d'analyse les opérations de construction des catégories sociales, on peut éviter les pièges du discours réifié du droit et de l'État et mettre en évidence tout le travail d'imposition des principes de vision et de division du monde social qui sont implicites dans la formation d'une liste d'un monument public ou d'une loi réparatrice. C'est un outil d'analyse qui nous oblige à considérer les notions qui peuplent cet univers de relations comme ce qu'elles sont, c'est-à-dire le résultat de processus sociaux et historiques. Comme je l'ai souligné précédemment, l'inclusion des groupes qui revendiquent la figure de «victime du terrorisme» dans le cadre de l'analyse n'est pas l'effet de mon adhésion personnelle aux revendications de ce groupe, mais le résultat de la prise en compte du fait que leurs revendications de reconnaissance publique et officielle ont un impact décisif sur la structuration du champ lui-même.

Développer une perspective sociologiquement éloignée du point de vue intéressé des agents qui interviennent dans ce champ permet de comprendre que tant les droits humains, que les

victimes sont des moyens de contestation – à tel point qu'ils correspondent à l'ordre politique. C'est un champ dans lequel différents acteurs luttent pour établir et imposer un point de vue et une définition légitimes sur les droits humains et sur le passé récent et, ce faisant, sur la place qu'ils occupent dans l'espace public actuel. Les conflits et les luttes juridiques mettent en évidence la manière dont les réinterprétations morales du passé sont retraduites dans l'espace politico-bureaucratique par la sanction ou la modification de ces politiques de reconnaissance.

Les distinctions et les spécifications contenues dans ce corpus juridique mettent en évidence deux questions centrales: d'une part, que l'ampleur des définitions et les imprécisions de nombre de ces lois – comme l'utilisation de l'expression «histoire récente» –, ou la date indéfinie à partir de laquelle les affaires de meurtre sont éligibles à une indemnisation – «avant 1983» –, est ce qui crée l'espace nécessaire pour que différents agents se mobilisent pour y inclure de nouvelles affaires et situations qui dépassent les limites de la dictature de 1976-1983, pour atteindre d'autres périodes dictatoriales, mais aussi démocratiques, rassemblant, de manière inattendue, des instances et des ordres politiques considérés comme antagonistes.

Ce travail continu de reformulation des catégories montre comment les taxonomies produites par le droit sont le fruit d'un travail collectif résultant de la capacité, de la compétence ou de l'intérêt plus ou moins grands des juges et des fonctionnaires de l'exécutif à adhérer plus strictement ou plus élastiquement au droit, ainsi que de la capacité des avocats, des familles des victimes et des associations civiles qui les regroupent, à élargir, amplifier ou restreindre la portée des lois. Comme le souligne Bourdieu, les luttes de classification sont «des luttes pour le monopole du pouvoir de faire voir et de faire croire, de faire connaître et de faire reconnaître, d'imposer la définition légitime des divisions du monde social et, par là, de faire et défaire les groupes» (Bourdieu 1980: 65).

Ensuite, l'analyse de ces dispositifs juridiques met en évidence une autre

propriété de ce discours: sa capacité à tracer des frontières entre groupes et classes et à imposer des critères d'inclusion et d'exclusion. C'est pour cette raison que le champ juridique est l'une des scènes privilégiée des luttes politiques qui visent à imposer des catégories et à délimiter les frontières sociales. Le droit a précisément cette «force», celle de convertir une forme de narration du passé en la vision autorisée des faits et de limiter les revendications des autres groupes pour objectiver certaines catégories sociales. En comparaison, ces autres interprétations du passé avec lesquelles elle est en concurrence sont évaluées négativement ou péjorativement, ou sont ouvertement contestées, puisque la principale ressource pour les disqualifier est qu'elles constituent des interprétations *politiques*. En entrant dans la sphère judiciaire, les conflits politiques sont capturés par une logique et un langage qui font de la revendication de la neutralité leur condition d'existence. La rhétorique fortement neutre, abstraite et humanitaire qui domine toutes ces interventions étatiques fait efficacement apparaître leurs principes et critères comme le résultat nécessaire de faits qui découlent, non pas d'une appréciation subjective ou d'un point de vue intéressé, mais d'une réalité objective, et est donc hors de toute controverse. Comme l'indique le texte d'une de ces lois, la réparation s'impose comme «un acte de justice» puisque «...c'est une fonction législative de régulation de la réalité sans entrer... dans son évaluation politique ou historique»³³. Par ce type d'opération et de dispositifs, le passé politique récent raconté en termes de droit est placé sur un plan qui transcende les intérêts particuliers des groupes pour se placer en dehors de la politique. C'est cette condition qui permet aux victimes du terrorisme d'État d'exister.

Traduit par Virginie Wolff

Dynamiques européennes
CNRS/ Université de Strasbourg,
<vi.wolff@live.fr>

Bibliographie

- Agier M. (2008), *Managing the Undesirables*, Cambridge, Polity Press.
- Badaró M. (2009), *Militares o ciudadanos. La formación de los oficiales del Ejército Argentino*, Buenos Aires, Prometeo.
- Bourdieu P. (1996) [1982], Os Ritos de Instituição, in *A Economia das Trocas Linguísticas. O Que Falar Quer Dizer*, Rio de Janeiro, EDUSP.
- Bourdieu P. (1980), «L'identité et la représentation», *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 35, p. 63-72.
- Calveiro P. (2012), La memoria en tanto espacio ético y político, in A. Hufschmid et V. Durán (eds.), *Topografías Conflictivas. Memorias, espacios y ciudades en disputa*, Buenos Aires, Trilce Norma, p. 21-30.
- Carassai S. (2010), «Antes de que anochezca. Derechos Humanos y clases medias en Argentina antes y en los inicios del golpe de Estado de 1976», *América Latina Hoy*, 54, p. 69-96.
- Crenzel E. (2008), *La historia política del Nunca Más. La memoria de las desapariciones en la Argentina*, Buenos Aires, Siglo XXI.
- Elias N. (2002) [1983], *Compromiso y Distancia-miento*, Barcelona, Península.
- Gatti G. (2011), «El lenguaje de las víctimas. Silencios (ruidosos) y parodias (serias) para hablar (sin hacerlo) de la desaparición forzada de personas», *Universitas Humanística*, 72, p. 89-109.
- Guembe M.-J. (2004), *La experiencia argentina de reparación económica de graves violaciones a los derechos humanos*, Buenos Aires, CELS.
- Guilhot N. (2011), «Limitando la soberanía o produciendo goberamentalidad? Dos modelos de Derechos Humanos en el discurso político de Estados Unidos», *Política. Revista de Ciencia Política*, 49, 1, p. 219-241.
- Lochak D. (2002), *Les droits de l'homme*, Paris, La Découverte.
- Pita M. V. (2010), *Formas de morir y formas de vivir. El activismo contra la violencia policial*, Buenos Aires, Editores del Puerto/CELS.
- Romero L. A. (2007), La violencia en la historia argentina reciente: un estado de la cuestión, in A. Pérotin-Dumon (dir.), *Historizar el pasado vivo en América Latina*, <http://luisalbertoromero.com.ar/wp-content/uploads/2014/01/2003_la_violencia_en_la_historia_argentina_reciente_un_estado_de_la_cuestion.pdf>.
- Salvi V. (2009), «La "Memoria Completa": una retórica del sufrimiento», communication lors de la XVIII^e Reunión de Antropología del Mercosur (RAM).
- Vázquez M., Vommaro P. (2012), La fuerza de los jóvenes: aproximaciones a la militancia kirchnerista desde La Cámpora, in Pérez y Natalucci (eds.), *Vamos las bandas. Organizaciones y militancia kirchnerista*, Buenos Aires, Trilce, p. 149-174.

- Vecchioli V. (2001), Políticas de la Memoria y Formas de Clasificación Social. ¿Quiénes son las 'Víctimas del Terrorismo de Estado' en la Argentina?, in B. Groppo et P. Flier (dir.), *La Imposibilidad del Olvido. Recorridos de la Memoria en Argentina, Chile y Uruguay*, La Plata, Al Margen, p. 83-102.
- Vecchioli V. (2012), «Derechos humanos y violencia política en la Argentina. Disputas en torno a la memoria del pasado político reciente», *A Contracorriente. Revista de Historia Social y Literatura en América latina*, 10, 1, p. 249-279.
- Vezzetti H. (2002), *Pasado y Presente. Guerra, dictadura y sociedad en la Argentina*, Buenos Aires, Siglo XXI.
- Zenobi D. (2011), *Masacre, familia y política: un análisis etnográfico de la lucha de los familiares y sobrevivientes de Cromañón*. Thèse doctorale. Facultad de Filosofía y Letras. Universidad de Buenos Aires.

Notes

- * Cet article a été publié pour la première fois en espagnol sous la référence: Vecchioli V. (2013), «Las Víctimas del Terrorismo de Estado y la gestión del pasado reciente en la Argentina», *Papeles del CEIC*, <<https://ojs.ehu.es/index.php/papelesCEIC/article/view/12393>>. L'autrice remercie la traductrice pour la qualité de son travail.
1. Au cours des quatorze années que le Monument englobe, se sont succédé sept présidences *de facto*: Onganía (1966-1970), Levingston (1970-1971), Lanusse (1971-1973), Videla (1976-1981), Viola (1981-1981), Galtieri (1981-1982) et Bignone (1982-1983) et trois présidences démocratiques: Cámpora (1973-1973), Perón (1973-1974) et Martínez de Perón (1974-1976). L'inclusion des noms de toutes les victimes fait de ce monument un projet unique en Argentine, car les plaques ou listes préexistantes ne rendent hommage qu'à un segment spécifique d'entre elles (que ce soit en tant que natifs d'une localité, membres d'une institution, d'un statut professionnel ou d'un parti). Le monument, situé dans la ville de Buenos Aires, sur les rives du Río de la Plata, est constitué de quatre murs de pierre entre lesquels sont réparties 30 000 plaques pour symboliser toutes les victimes. Pour plus d'informations, voir: <<http://www.parquedelamemoria.org.ar/>>.
 2. Loi 26.564/2008. Congrès national. Une liste des victimes a été créée en 2002 par la Commission des proches des victimes

de l'attentat du 16 juin 1955: <<http://comisionbombardeo.blogspot.com.ar/>>, consulté en novembre 2012.

3. Loi 25.192/1999. Le massacre de militants politiques, civils et militaires du 9 juin 1956 perpétré dans une décharge de José León Suárez (banlieue du Grand Buenos Aires), sous le gouvernement *de facto* du général Aramburu, est connu sous le nom «exécutions de José León Suárez».
4. Le plan Condor est le nom généralement donné au plan de coordination des opérations entre les dirigeants des régimes dictatoriaux du Cône Sud de l'Amérique – Chili, Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Bolivie et, sporadiquement, Pérou, Colombie, Venezuela, Équateur – et la CIA (États-Unis), menées entre les années 1970 et 1980. Il s'agissait d'une organisation internationale clandestine consacrée à la pratique du terrorisme d'État qui a facilité l'action répressive des forces armées en dehors de ses propres frontières nationales et rendu possible l'assassinat et la disparition de dizaines de milliers d'opposants politiques.
5. Jusqu'en 2006, le Secrétariat national aux droits humains ne considérait pas comme «victimes» les personnes qui avaient été tuées dans le cadre d'affrontements armés entre la guérilla et les forces militaires, policières ou para-policières s'il y avait aussi des pertes au sein de ces forces. Ce critère a été utilisé pour distinguer la victime du militant qui, étant armé, a également tué.
6. «Aprueban una indemnización para las víctimas de un ataque montonero» («L'indemnisation des victimes d'une attaque de *montonero* est approuvée»), publié dans le quotidien argentin *La Nación*, le 30/11/2012, <<https://www.lanacion.com.ar/politica/aprueban-una-indemnizacion-para-las-victimas-de-un-ataque-montonero-nid1531813/>>. La loi a été adoptée en 2013 par le Sénat (202/2013) avec des modifications et renvoyée à la Chambre des députés où elle n'a jamais été traitée. En 2016, le Parlement a changé. Lors de son dernier jour au pouvoir, le 9 décembre 2019, Mauricio Macri (Président entre 2015 et 2019) a reconnu «la dette morale» envers les victimes et a indemnisé par décret les proches des «soldats tombés au combat» lors de l'attaque de *Montoneros*. Décret 829/2019, Ministère de la Défense.
7. Certaines de ces questions ont été abordées dans mes travaux précédents. Contrairement aux autres travaux ethnographiques, le présent article a un parti pris plus programmatique et s'attarde sur quelques lignes à peine esquissées à l'époque. Dans Vecchioli (2001), nous

- pouvons trouver une première base plus complète en ce qui concerne le Monument, puisque je présente une petite ethnographie sur le processus de création de cette liste de victimes et sur les débats qui ont eu lieu dans le cadre de la Commission Pro-Monument. En incluant d'autres cas, agents, groupes et processus, ce document montre comment cette perspective – centrée sur la compréhension de la logique des processus de classification sociale des victimes du terrorisme d'État – est présentée comme particulièrement fructueuse pour l'analyse de ces processus plus larges.
8. Sur l'impact de la création de la CONADEP dans l'élaboration de ce rapport emblématique, voir l'excellent travail de E. Crenzel (2008). Pour une réflexion plus large sur le processus de gestation de ce consensus depuis le début de la démocratie, voir H. Vezzetti (2002).
 9. Parmi la maigre littérature qui aspire à développer une perspective sociologique compréhensive de ces acteurs, on peut citer les travaux de V. Salvi (2009) sur la construction de la figure de « victime du terrorisme », et ceux de M. Badaró (2009) sur l'habitus militaire. De plus, tous deux ont réalisé des travaux ethnographiques auprès de membres de familles et de militaires qui revendiquent cette catégorie. L'intérêt pour la compréhension de ces processus sociaux n'implique pas que les chercheurs adhèrent aux valeurs des acteurs qu'ils étudient.
 10. Comme nous prévient G. Gatti (2011), il s'agit d'une expérience qui inclut également les natifs, c'est-à-dire les parents des victimes, dont certains ont adopté une attitude de distanciation par rapport aux récits établis sur le passé récent et la figure de la victime. Dans son travail, Gatti aborde différents cas qui illustrent le contraste entre la rhétorique tragique des militants des associations de mères et de grands-mères de la Place de Mai et l'utilisation de la parodie comme genre pour construire une perspective différente sur l'histoire personnelle et l'histoire récente de l'Argentine. Parmi ces cas figurent ceux de la réalisatrice Albertina Carri et de l'écrivain Félix Bruzzone (et on pourrait ajouter Mariana Eva Pérez avec son œuvre *Diario de una princesa montonera* / « Journal d'une princesse de Montonera »). Je remercie l'un des évaluateurs de cet article pour ce point, qui me permet de relativiser la dichotomie activiste/académique qui se glisse dans mon argumentation. Sans aucun doute, ce point nécessiterait une réflexion plus élaborée de ma part dans un futur travail.
 11. Pour plus de détails au sujet des débats parlementaires qui ont conduit à la création du Monument, voir Vecchioli (2012). Pour plus de détails sur le processus d'élaboration de la liste affichée sur le Monument, voir Vecchioli (2001). Pour une description détaillée des politiques réparatrices depuis le début de la démocratie, en 1983, du point de vue du droit, voir Guembe (2004).
 12. Depuis le coup d'État du 24 mars 1976, une série de gouvernements tripartites (« juntas ») sont au pouvoir, chacun composé d'un représentant de chacune des forces armées, le président en charge de l'exécutif étant nommé parmi eux. En 1985, un procès s'est ouvert devant les tribunaux civils qui ont condamné les membres de ces trois premiers conseils. Les peines allaient de la prison à vie pour deux des principaux dirigeants de la répression, tels que Videla et Massera, à l'acquittement de certains des accusés.
 13. Article 1 de la loi 23.466/84. Dans: *Diario Sesiones*. Chambre des sénateurs. 30/10/1984:4226.
 14. « Política Reparatoria », dans *Queselea*. Revista de la Subsecretaría de DDHH de la Nación N° 5, 1998.
 15. Date correspondant au début de la période démocratique actuelle. Article 1, paragraphe 1, point c du règlement de la loi 24.411. *Journal officiel*. 03/01/1995.
 16. Ils ont fait appel à la loi 24.411/94 qui reconnaît comme victimes les personnes qui se trouvent dans une situation de « disparition forcée » ainsi que « ... toute personne qui est décédée à la suite des actions des forces armées, des forces de sécurité ou de tout groupe paramilitaire avant le 10/12/83 », date du début de la période démocratique actuelle.
 17. « Acotan subsidios por desaparecidos » (« Les subventions pour les personnes disparues sont limitées »), *Le journal La Nación*, 11/05/98. Dorrego était un homme politique et militaire argentin fusillé en 1898 sur ordre de Lavalle dans le cadre de conflits internes entre Unitariens et Fédéraux.
 18. Sénateur pour le péronisme Jorge Yoma. « Indemnizarán a los Ortega Peña » (« La famille Ortega Peñas sera dédommagée »), *La Nación*, 24/6/98.
 19. Bulletin du Sous-secrétariat national des droits humains. La *Procuración del Tesoro Nacional* est un organisme dépendant du pouvoir exécutif national qui conseille et représente l'État dans les procès intentés contre lui. Notez le type d'inexactitudes et d'ellipses utilisées dans ce rapport.
 20. « Indemnizarán a los Ortega Peña » (« La famille Ortega Peñas sera dédommagée »), *La Nación*, 24/6/98.
 21. Résolution du Secrétariat national des droits humains et des droits sociaux dans le dossier « Ortega Peña, Rodolfo sollicitude Loi 24.41. Citée dans Guembe (2004). La « Causa 13 » fait référence au procès pénal mené par la Chambre fédérale en 1985, contre les commandants en chef des juntas militaires.
 22. Les revendications de reconnaissance officielle des associations telles que « *Argentinos por la Memoria Completa* », « *Familiares y Víctimas del Terrorismo en Argentina* » ou « *Centro de Estudios Legales sobre el Terrorismo y sus Víctimas* », reposent sur les décrets signés en 1975 par la présidente constitutionnelle Isabel Perón qui prévoyait l'intervention des forces armées dans l'« Exécution des opérations militaires et de sécurité nécessaires pour éliminer la subversion » sur l'ensemble du territoire national (décrets n° 261/75 – 2770/75 – 2771/75). Parmi leurs revendications, ils proposent également la création d'un Monument aux morts en arguant que « nous devons respecter nos morts sur un pied d'égalité, sans discrimination » afin de contribuer à « l'unité nationale ». Dans: Opinion de Minoría. Article 10, page 19. Session 18/03/1998. Sanction de la loi pour la création du Monument aux victimes du terrorisme d'État. Législature de la ville de Buenos Aires. Pour une analyse de ces organisations, voir Salvi (2009).
 23. Ces litiges ne sont pas nouveaux. Leur genèse peut être retracée dans le contexte des années 1970. Le travail de S. Carassai (2010) reconstitue les revendications des « victimes de la subversion » depuis la période précédant le coup d'État de 1976. Ces affrontements ont ensuite été réactivés au début de la démocratie en 1983 avec la publication du rapport *Nunca Más* (« Plus jamais ça ») et la tenue du procès des juntas. Voir Carassai (2010) et Crenzel (2006).
 24. « *Piden reivindicar la memoria militar* » (« Ils demandent à se réapproprier la mémoire militaire »), *Journal La Nación*, 29/06/00.
 25. Journal des sessions. Chambre des sénateurs. 30/09/1984: 2628. De La Rúa a ensuite été Président de la Nation argentine de 1999 à 2001.
 26. Sur le groupe *La Cámpora*, qui intègre la coalition *Frente para la Victoria* (« Front pour la Victoire »), voir Vázquez et Vommaro (2012).
 27. Communiqué des Fils pour l'Identité, la Justice et contre l'oubli et le silence (HIJOS) sur Formose. Dans Agencia Paco Urondo, <<https://www.agenciapacourondo.com.ar/mas-informacion/hijos-sobre-formosa-reinstala-la-teoria-de-los-dos-demonios>>, 07/12/2012.

28. Ceferino Reato. «*Perón y Cámpora, terroristas de Estado según el memorial bendecido por los K*» («Perón et Cámpora, terroristes d'État selon le Mémorial béni par les K [Nestor et Cristina Kirchner, NdT]»), *Journal Perfil*, <www.diarioperfil.com.ar/edimp/0235/articulo.php?art=5786&ed=0235#sigue>. Une autre note publiée dans le journal *La Nueva Provincia* par Agustín Laje Arriagoni, affirme que «le monument, qui se veut une contribution à la mémoire, à la vérité et à la justice, limitera la mémoire à ceux qu'on appelle «victimes du terrorisme d'État», en retirant une fois de plus de la mémoire officielle les victimes du terrorisme marxiste, qui sont systématiquement discriminées». Dans «*Nace un Monumento al terror*» («Un Monument de la terreur est né»), 2007. <<http://www.tsunamipolitico.com/terror803.htm>>.
29. Comme les cas d'Edgardo Sajón, secrétaire de presse et de diffusion pendant la dictature de Lanusse, qui a disparu en avril 1977, et d'Helena Holmberg, diplomate de carrière, qui a disparu à Buenos Aires en décembre 1978 après avoir été responsable du Centre pilote de Paris, une agence du ministère des Affaires étrangères, dont le but officiel était de «redonner une image réelle et positive» de l'Argentine à l'étranger, du journaliste Rodolfo Jorge Fernández, qui avait été convoqué pour effectuer un travail de presse dans ce centre, enlevé et disparu en août 1977 à Buenos Aires et de Héctor Manuel Hidalgo Solá, dirigeant de l'*Unión Cívica Radical*, qui était ambassadeur au Venezuela au moment du coup d'État et qui a été enlevé à Buenos Aires en juillet 1977, alors qu'il était encore en fonction. Les carrières politique et personnelle de ces personnalités sont marquées par leur proximité et, dans certains cas, même leur intimité avec les forces armées et leur projet politique: Fernández était le fils d'un sous-officier de l'armée et Holmberg appartenait à une famille dont le frère Enrique était lieutenant-colonel et son cousin, Alejandro Lanusse, était général de la nation et président pendant un gouvernement de fait.
30. Le texte du projet stipule que seront reconnus comme victimes ceux qui ont souffert de «l'action des organisations: *Ejército Guerrillero del Pueblo* (EGP), *Ejército Revolucionario del Pueblo* (ERP), *Partido Revolucionario de los Trabajadores* (PRT), *Organización Montoneros*, *Fuerzas Armadas Peronistas* (FAP), *Fuerzas Armadas Revolucionarias* (FAR), *Fuerzas Armadas de Liberación* (FAL), *Movimiento Todos por la Patria* (MTD) ou autres groupes terroristes de même nature, au cours de la période 1960-1989. Le projet contient une liste de 677 cas qui devraient être pris en considération. Honorable Chambre des Députés de la Nation. Dossier 6042-2012. Procédure parlementaire 112 (29/08/2012).
31. Une comparaison entre ces cas – qui, dans le bon sens académique, semblent être séparés par des frontières infranchissables – serait très précieuse dans la mesure où elle nous permettrait de comprendre les transformations des formes d'activité politique qui permettent aux victimes et à leurs proches de devenir des acteurs politiques centraux de la vie nationale. Les travaux de Pita sur les victimes de violences policières (2010) et de Zenobi (2011) sur les victimes de Cromañón s'inscrivent dans cette perspective.
32. Cela explique pourquoi, en exposant la dimension politique des catégories de droit apparemment neutres, comme dans le cas présent, la victime du terrorisme d'État, le chercheur court le risque d'être pris dans les hostilités qui constituent le champ même des relations qu'il cherche à décrire, et de devenir l'objet d'accusations de la part de toutes les parties impliquées dans le conflit.
33. Débat parlementaire. Loi 24.321 de «Déclaration d'absence pour disparition forcée de personnes». Chambre des députés de la Nation, p. 3935-3937.



PAPELES DEL CEIC

INTERNATIONAL JOURNAL ON COLLECTIVE IDENTITY RESEARCH